

Évaluation Multisectorielle de la Zone de Santé de Kwamouth,  
Territoire de Kwamouth, Province du Maï-Ndombe, Aire de santé  
de Botulu, Ville Nkisele, République Démocratique du Congo

# RAPPORT



Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC)

GOMA/BN\_RDCongo\_24 mai 2024

Crédit photo: Byamungu N. Yves/NRC

**NRC**

CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS



GT Logement, Terre et Propriété  
République Démocratique du Congo

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

**ACF** : Action Contre la Faim

**AME** : Articles ménagers essentiels

**DG** : Discussion de Groupes/ focus groupe

**EP** : Ecole Primaire

**FARDC** : Forces Armées de la République Démocratique du Congo

**FEC** : Fédération des Entreprises du Congo

**IC** : Informateurs Clés

**ILC** : Initiatives & Leader Cohésif

**LTP** : Logements, Terres et Propriété

**NRC** : Conseil Norvégien pour les Réfugiés

**RAP** : Recherche-Action-Participative

**RDC** : République Démocratique Du Congo

# Introduction

## 1. Contexte

En juin 2022, une vague de violences intercommunautaires a éclaté dans la province du Mai-Ndombe, opposant les communautés Téké aux Yaka et à d'autres ethnies dites "non originaires" du territoire de Kwamouth. Ces violences ont été provoquées par des litiges fonciers, plus précisément, par un conflit autour de l'occupation des terres et de la hausse des redevances coutumières, opposant les Tékés et les Yaka. Selon plusieurs rapports d'évaluation, ces violences ont entraîné des décès, des déplacements de populations et diverses violations des droits humains. Les troubles se sont également étendus aux provinces voisines du Kwango, de Kinshasa et du Kwilu, qui ont accueilli plusieurs vagues de déplacés. Alors que certaines personnes de Kwamouth ont trouvé refuge dans des familles d'accueil, des milliers d'autres se sont installées dans les forêts, attendant une accalmie pour regagner leurs villages.

Face à cette crise humanitaire, les autorités locales et les organisations internationales ont intensifié leurs efforts pour apporter une aide d'urgence aux populations affectées. Des camps de déplacés ont été établis dans les zones les plus touchées, fournissant un abri temporaire, de la nourriture et des soins médicaux. Parallèlement, des initiatives de médiation ont été mises en place pour tenter de résoudre les conflits fonciers à l'origine des violences. Cependant, la situation reste précaire. Les tensions intercommunautaires persistent et les besoins humanitaires continuent de croître.

Malgré la réponse humanitaire mise en place depuis près de deux ans dans la région, y compris l'aide d'urgence à des milliers de personnes vivant à Bandundu (Kwilu) par les autorités congolaises, le conflit ne se limite plus aux deux communautés susmentionnées. Il s'étend désormais à des conflits internes au sein d'une même communauté ou entre une communauté et plusieurs autres. Des hommes armés, majoritairement d'ethnie Yaka, se sont alliés avec des individus d'ethnies Suku, Baluba et Bankala pour former une milice appelée "Mobondo" qui s'en prend à la population civile en particulier Téké, et incendie des villages et des champs, et force des milliers de personnes à se déplacer. À ce jour, on a enregistré plusieurs personnes tuées, de nombreuses blessées graves, des écoles non opérationnelles et détruites, ainsi qu'un déplacement massif de populations.

À la suite de ces nombreux cas de violations de droits humains, il est noté des besoins urgents de protection, et notamment en Logements, Terres et Propriété (LTP).

Ainsi, une évaluation a été conduite par NRC avec l'appui du groupe de travail LTP dans les aires de santé de Bukusu, Boku, Botulu (Kinsele), Fadiaka, Camp Banku, Masiambio, Mutshetu, et de Twa, pour une bonne compréhension des besoins en faveur d'une meilleure planification des interventions.

## 2. Objectifs et méthodologie

La mission avait pour objectif principal d'évaluer la situation de la protection des droits LTP avec un regard sur les autres secteurs et sur la question de l'accès humanitaire dans la zone de santé de Kwamouth. Spécifiquement, il s'agissait de :

- Collecter les données et informations liées à la situation des LTP et des conflits fonciers dans la zone ;
- Collecter les données sur les besoins sectorielles notamment en eau, hygiène et assainissement, abris, sécurité alimentaire et moyen de subsistance, éducation et protection incluant la problématique d'accès à la documentation civile dans les zones de déplacement ;
- Mener une évaluation de l'accès humanitaire dans la zone.

Deux approches ont été utilisées pour la collecte des données, la revue documentaire et les entretiens au niveau du terrain. Les entretiens individuels ont été réalisés avec les informateurs clés (IC), et les discussions groupes (DG), conduits avec les membres de la communauté déplacée et ceux de la communauté hôte.

Ainsi, cinq groupes de discussion ont été tenus dans l'axe Kinsele-Masiambio-Twa :

- Un groupe de discussion avec les autorités locales et les leaders de la chefferie Masiambio ;
- Deux groupes de discussion avec les femmes retournées (un à Kinsele et un à Masiambio) ;
- Deux groupes de discussion avec les jeunes (un à Kinsele et un à Masiambio) ;

Seize entretiens ont été conduits avec des informateurs clés, ce sont :

- L'infirmier titulaire du centre de santé de Nkisele ;
- L'infirmier titulaire du centre de santé de Twa ;
- Le curé de la paroisse catholique de Masiambio ;
- La sœur de la congrégation Bakanja ;
- Le directeur de l'EP Dwemu ;
- Le préposé à l'état civil de Masiambio ;
- Le chef de village de Boku ;
- Le sous-PROVED de la sous-division de Kwamouth ;
- Le responsable terrain de ACF ;
- Sa Majesté, Président national des chefs coutumiers de la RDC ;
- La coordination de la société civile représentée par son président ;
- Le comité des jeunes ;
- Les leaders communautaires ;
- Le représentant de la FEC ;
- Les acteurs de paix et de cohésion sociale de Kwamouth ;
- Le secrétariat aux affaires foncières.

**Tableau 1 : Nombre de personnes interrogées par secteur axe Nkisele-Masiambio-Twa-Mutshueto**

Secteurs	Informateurs clés	Focus group	Total
LTP	6	76	82
Autres secteurs	10	53	63
Accès humanitaire	15	0	15
<b>Total personnes</b>	<b>31</b>	<b>129</b>	<b>160</b>

Pour la revue documentaire, les documents ci-après ont été examinés :

- Le rapport d'évaluation des besoins réalisé par Caritas International Belgique en partenariat avec la Diaconie Diocésaine, Caritas Congo ASBL et MAGNA . 11 au 14 septembre 2023 ;
- Le rapport de la « Mission d'évaluation de MSF Belgique dans l'axe Masiambio-Kwamouth » Avril 2024 ;
- Le compte rendu « Recommandations issues du Forum organisé par le Vice Premier Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières » relayé par l'ILC, Avril-Mai 2024.

### 3. Défis et limites de l'évaluation

Les principaux défis relevés et constituants également les limites à cette évaluation sont :

- L'accès physique, qui n'a pas permis d'atteindre les aires de santé au-delà de Twa (les données collectées concernent uniquement l'axe Nkisele-Masiambio-Twan et Masiambio-Mutshueto) ;
- L'inaccessibilité aux déplacés Yaka qui sont toujours en brousse, à cause de leur crainte liée à l'insécurité ;
- La non-présence dans la zone de nombreux leaders Téké, qui pour la majorité sont soit à Kinshasa dans le Bandundu, ou à Kenge. Si certains leaders se trouvant à Kinshasa ont pu être interviewés, ainsi que ceux se trouvant à Bandundu ont pu être contactés par téléphone, d'autres leaders cependant, sont restés injoignables.

#### 4. Contexte sécuritaire de la zone

##### a) Analyse de la situation sécuritaire

La province de Maï-Ndombe, plus particulièrement le territoire de Kwamouth a été marqué depuis plus d'un an par une augmentation du niveau de violence contre les populations civiles, menée par les milices Mobondo et dans certaines zones, par les FARDC.

Cette situation résulte d'une recrudescence des attaques ciblées de la milice Mobondo contre les populations civiles des communautés Téké et leurs alliées, ainsi que des opérations militaires engagées par les FARDC pour stopper l'avancée et l'ancrage de la milice.

Pour renforcer leurs rangs, les Mobondos tentent de mobiliser les jeunes à travers des croyances ancestrales, basées sur l'appartenance communautaire des Yaka et de leurs alliés Suku, Bangala, Baluba.

Les Yaka, chargés des « questions mystiques », se présentent comme « résistants aux balles » et leur influence leur permet de s'assurer que leurs alliés leur fournissent des combattants pour affronter les FARDC et conquérir les localités appartenant aux Tékés.

Le contrôle de ces milices reste assez difficile pour leurs leaders, occasionnant des exactions contre les populations civiles et des pillages de biens. Les attaques étant souvent basées sur le critère de l'appartenance ethnique, l'implication des Mobondos dans ce conflit reste un facteur aggravant.

##### b) Risques et implications

Dans ce contexte, le risque le plus élevé auquel pourraient être confrontées les autorités est l'escalade de la violence communautaire, accentuée par les cibles des opérations militaires.

En effet, les FARDC sont perçus par les Yaka comme soutenant les Tékés, d'où leur surnom « FARTEK ». Les Mobondos sont accusés de favoriser les représentations ethniques en ciblant la communauté Téké, alimentant ainsi le ressentiment qu'ont ces communautés à leur égard ainsi que le désir de vengeance.

Les confrontations armées entre les FARDC et les Mobondos sont les principales sources de dégradation de la situation sécuritaire, notamment dans la zone de Masiambio. Certaines parties échappent au contrôle de l'État et sont sous l'influence des Mobondo, ce qui affaiblit le tissu social des communautés et facilite l'enrôlement des jeunes.

Malgré la présence et renforcement du dispositif militaire dans la zone (avec le QG de l'état-major installé à Masiambio) la situation sécuritaire dans la zone reste assez alarmante.

##### Parmi les facteurs d'aggravation de la situation :

- *La faiblesse du dispositif sécuritaire* : le manque de moyens roulants pour les forces de sécurité réduit leur capacité de patrouille et d'assistance en cas d'urgence.
- *La criminalité* : des actes de prédation économique perpétrés par des jeunes enrôlés au sein des Mobondo.
- *Les interférences externes* : l'influence de politiciens et autres acteurs externes exacerbe la situation sécuritaire.
- *La surmilitarisation*: une présence militaire plus forte que celle des civils dans certaines localités.
- *L'adaptation des Mobondo* : face aux différentes offensives militaires.
- *Le contrôle des terres* : imposition de pratiques par les Mobondo sur les populations locales.
- *La création de milices par les Tékés* : entraînant des confrontations avec les Yaka et leurs alliés.
- *Les mouvements de populations* : les populations dans leurs déplacements véhiculent souvent, des rumeurs d'attaques ou de représailles par des groupes armés, créant ainsi la peur au sein des populations déplacées et hôtes.

### c) Influence socio-politique sur la crise

Le phénomène Mobondo puise sa force dans les valeurs traditionnelles qu'il valorise, associées à un fort sentiment de communautarisme. Des accusations ont été portées contre cette milice concernant des attaques perpétrées contre les villages Tékés et des expulsions de leurs habitations.

Ces incidents ont des répercussions significatives sur la dynamique politique et socio-économique locale.

Selon les témoignages collectés, certaines figures politiques semblent jouer un rôle dans la manipulation et le soutien aux groupes ethniques impliqués, ce qui contribue à attiser les tensions et à prolonger les conflits. Les discussions avec les leaders communautaires indiquent que certains politiciens auraient obtenu des titres de propriété pour des terres qu'ils auraient acquises, une situation déplorée par certaines communautés, en particulier les Tékés.

Il est allégué que ces responsables politiques, présumés agir depuis Kinshasa, auraient profité des troubles et des déplacements forcés pour s'accaparer des terres et obtenir des documents officiels de propriété pour des parcelles qui n'ont jamais été légalement mises en vente. Ces acquisitions liées à des exploitations agricoles, qui datent d'avant la récente crise, contribuent à intensifier les tensions au sein des communautés locales, du fait que la plupart des nouveaux acquéreurs ne sont pas des membres des communautés autochtones concernées.

L'on note également le changement des noms de certaines localités contrôlées par la milice Yaka. Les miliciens ont changé les noms des villages Miboro qui est devenu le village « Feshi », Engweme a été rebaptisé « Bumba », et le village anciennement Machambe est dénommé « Bulungu ». Dans les villages Likanda ya Kala et Tomo, les miliciens y exigent le paiement de frais comme droit d'entrer et de sortir dans ces localités.

## 5. Situation humanitaire

Les violences ciblées, les destructions de biens, les confrontations armées et la hausse de la criminalité ont exposé les populations civiles à une situation humanitaire complexe, caractérisée par des déplacements forcés, des décès de civils, une insécurité alimentaire accrue et un accès réduit aux services sociaux de base en raison des conditions sécuritaires ou de l'absence de la fonctionnalité desdits services.

La situation de violence a plongé les communautés dans une vulnérabilité extrême avec des besoins humanitaires importants. Les mouvements de populations exerçant une pression sur les ressources disponibles et les services sociaux de base.

Certaines mesures des autorités, visant à renforcer la sécurité (mise en place de check-points par la FARDC présumé d'obédience Téké) qui tirent leurs sources des volontés politiques de renforcer la sécurité et de se prémunir des attaques des Mobondos, contribuent paradoxalement à la vulnérabilité des populations notamment Yaka. Les Mobondo occupent les villages et accaparent les terres, biens et récoltes des populations. Les produits récoltés dans les champs servent à leur alimentation et une autre partie est évacuée pour être vendue. Dans les premiers mois du conflit, puis lors d'attaques sporadiques, des maisons, des écoles, des centres et postes de santé ainsi que des bureaux administratifs ont été détruits.

Les enjeux du conflit persistent, et la question foncière engendrant les tensions reste ainsi posée.

Les Yaka veulent garder, sans obligation de payer les redevances coutumières, les terres acquises alors que les Tekes veulent récupérer ces terres octroyées à cause du manquement aux obligations coutumières : « redevances ».

En outre, lors de l'attaque dans le Kwamouth, plusieurs villages furent incendiés, environ 28 villages incendiés sur une distance de 18 km à 270 Km de Kwamotuh. Les ménages ont tout perdu et n'ont pu à ce jour reconstruire leurs habitations. Les maisons non détruites, abandonnées par les ménages fuyant la crise sont envahies par les herbes. Il est à noter que les constructions à Kwamouth d'une manière générale, sont de deux types : des maisons construites en briques adobes ou cuites, la plupart étant recouvertes de paille. Ainsi, ces

ménages de même que les déplacés des fermes environnantes logent dans des familles d'accueil, dans leur famille, chez des voisins ou des personnes de bonne volonté.

Malgré les besoins, la mobilisation des acteurs humanitaires reste faible. Dans les aires de santé de Botulu, Bokusu, Fadiaka, Camp Banku, Masiambio, Mutshetu et Twa, seul ACF apporte une assistance en santé et nutrition pour les enfants de 0 à 5 ans. Les autres secteurs (sécurité alimentaire, Wash, abris, protection) ne sont pas couverts par manque d'acteurs bien que les populations soient en situation de vulnérabilité alarmante.

#### **a) Analyse de l'accès humanitaire et des opportunités de mitigation des risques**

L'accès physique dans le territoire de Kwamouth demeure un défi majeur, notamment durant les périodes de fortes pluies qui impactent les routes.

La stratégie des autorités visant à l'utilisation de la « méthode militaire » comme option de résolution des conflits sur le terrain pour résoudre le problème pourrait contribuer à accroître la violence entre les communautés. Les risques d'affrontements armés entre FARDC et Mobondo, la prolifération des armes et les tensions communautaires sont également des facteurs restreignant l'espace humanitaire.

Les acteurs humanitaires, bien que non spécifiquement visés par la violence, peuvent être pris pour cible d'actes de criminalité en raison de leurs biens matériels et équipements, le cas échéant, cette situation pourrait prendre une tournure potentiellement violente.

#### **b) Dynamique de mouvement des populations**

Les données révèlent que bien qu'il y ait eu un retour significatif dans plusieurs villages, une partie notable de la population reste déplacée, soulignant une situation encore précaire. Les efforts de retour et de stabilisation doivent continuer, avec une attention particulière aux besoins des déplacés restants et des ménages retournés pour assurer une réintégration et une résilience durable.

En effet, des retours à la fois timides et significatifs ont été enregistrés dans certains villages. Par exemple, Bukusu a enregistré 3,871 retours sur une population initiale de 11,061, soit environ 35% de sa population avant la crise. De manière similaire, Boku et Botulu/Kinsele ont connu des taux de retour à hauteur de 35% également, tandis que d'autres comme Twa montre un taux de retour beaucoup plus élevé (70%).

Toutefois, malgré ces retours, les populations déplacées persistent, indiquant une situation encore instable.

#### **c) Perspective de l'évolution de la crise et Intentions de retour**

La situation sécuritaire reste volatile et très préoccupante malgré la présence des FARDC, de la Garde Républicaine, et des négociations des chefs coutumiers TEKE-YAKA à Kinshasa sous la conduite du Vice Premier Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières.

Pour la communauté Yaka, la présence des FARDC est perçue comme une menace, car elle reste encore marquée par les affrontements de janvier 2023 où ils affirment avoir été massacrés par les « hommes en uniforme ». Pour les Tekés, en revanche, eux, accusent la communauté Yaka d'exacerber la crise en les qualifiant d'« assaillants » et certains leaders Téké exigent que justice soit rendue.

Ainsi, les deux communautés restent méfiantes l'une à l'égard de l'autre. La cohabitation pacifique entre ces deux communautés doit encore être travaillée en profondeur. Cependant, les deux communautés expriment un épuisement face à ce conflit et souhaitent le retour de la paix.

Pour les Mobondos, l'option visant à déposer les armes ne se ferait que sur décision de leurs leaders.

Un retour timide de la population est observé dans les aires de santé de Masia-Mbio, Mutshueto et Bukusu, principalement des hommes qui évaluent la sécurité de leurs villages abandonnés depuis janvier 2023 pour songer à un éventuel retour de leurs familles encore en brousse, craignant une menace soudaine des FARDC.

Les déplacés Tekés qui se sont réfugiés à Bandundu ville, Kinshasa et Mongata s'inquiètent des maisons incendiées pendant la crise et certains attendent les résolutions de la commission pour retourner. On constate également que certains villages restent inhabités, principalement ceux des Yaka.

Malgré cela, l'intention de retour est fortement prononcée chez les déplacés qui ont trouvé refuge à Kinshasa, dans le Bandundu et à Kenge, à condition que certaines conditions soient réunies (sécurité, logement et accès aux champs).

**Tableau 2 : Répartition de la population par aire de santé avant et après la crise (désagrégé par statut)**

Aires de santé	Population avant la crise		Population retournée		Population déplacée	
	Pop.Totale	Nbre de Ménages	Pop.Totale	Nbre de Ménages	Pop.Totale	Nbre de Ménages
<b>Bukusu</b>	11061	1844	3871	645	387	65
<b>Boku</b>	8343	1391	2920	487	292	49
<b>Botulu/Kinsele</b>	13000	2167	4550	758	455	76
<b>Fadiaka</b>	9218	1536	6453	1075	1291	215
<b>Camp Banku</b>	11289	1882	3951	659	395	66
<b>Masiambio</b>	10219	1703	3577	596	715	119
<b>Mutshetu</b>	8551	1425	2993	499	299	50
<b>Twa</b>	4114	686	2880	480	576	96
<b>TOTAL</b>	<b>66577</b>	<b>11096</b>	<b>23302</b>	<b>3884</b>	<b>2330</b>	<b>736</b>



*Effectif de la population hôte : 66 577 personnes*



*Effectif de la population déplacée : 2330 personnes*



*Effectif de la population retournée : 23 302 personnes*

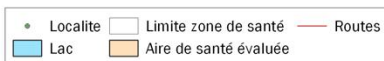
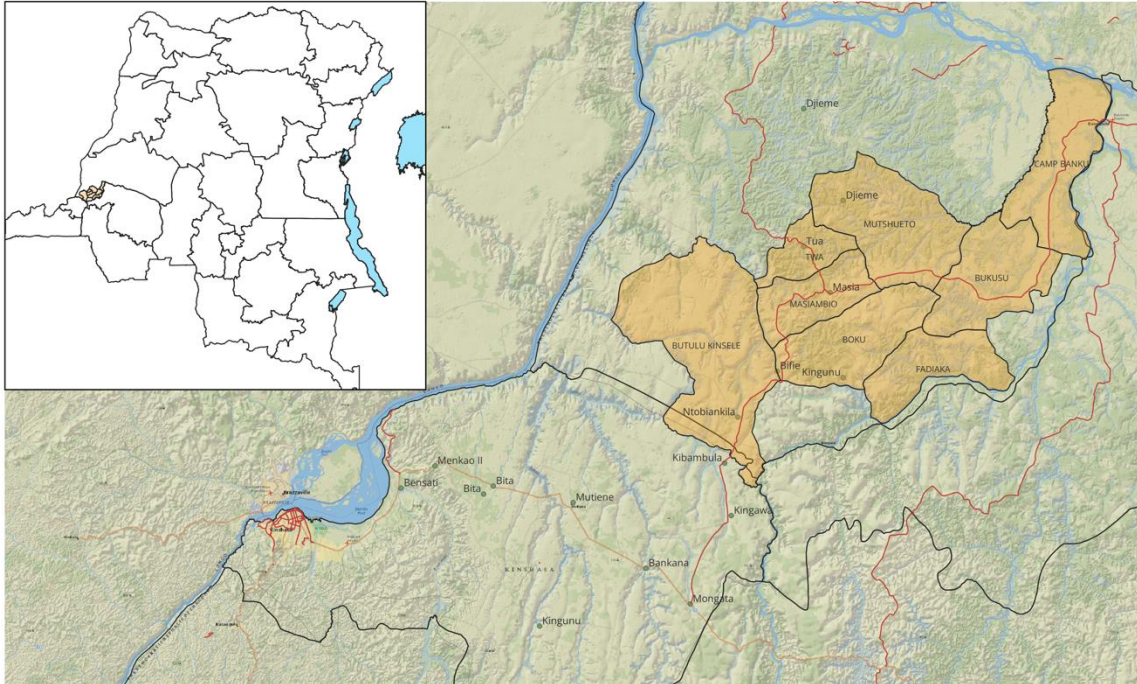


## Couverture géographique



CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO  
Province de Maï-Ndombe - Zone de santé de Kwamouth  
Localisation des aires de santé évalués



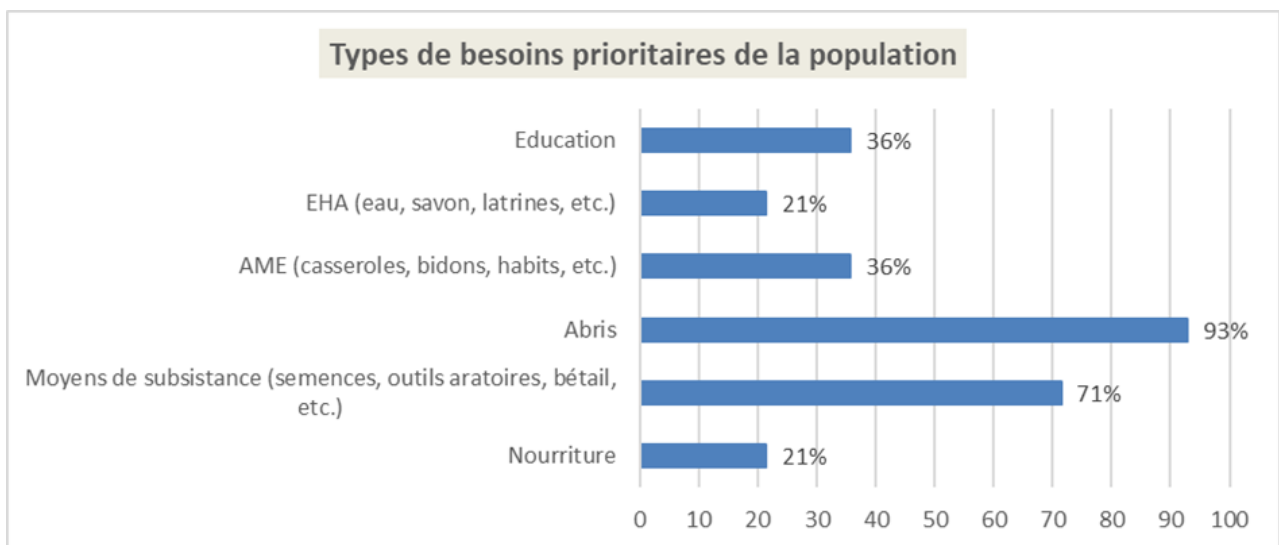
Les limites, noms utilisés sur cette carte n'impliquent pas une approbation officielle de la part de PUI  
Sources : OSM, Humanitarian Data Exchange  
Production : Département MEAL, 06/06/2024



## Analyse des besoins

### 1. Besoins prioritaires

**Tableau 3 : Typologie des besoins prioritaires de la population**



**Commentaire :**

L'analyse du graphique sur les types de besoins prioritaires de la population révèle des tendances marquantes.

Les besoins en logement sont exprimés par 93% des personnes interrogées lors des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés. Selon les leaders communautaires, le secteur du logement a été plus affecté à la suite des incendies des maisons pendant les incursions des acteurs armés pendant la crise.

Les moyens de subsistance viennent en deuxième position, soit 71% en termes de besoins prioritaires. Durant les différents groupes de discussion, il est ressorti que l'accès au revenu pour répondre aux besoins des ménages constitue actuellement un défi majeur. Pendant la crise, la quasi-totalité des villages a connu des pillages et d'autres ont vendu leurs biens productifs pour assurer leur survie. Il faut également, noter que dans les zones sous administration des Mobondos, les Tékés n'ont pas accès à leurs champs.

En troisième position, en termes des besoins prioritaires, il y a les articles ménagers essentiels et la scolarité des enfants. S'agissant des articles ménagers essentiels, 36% des informateurs clés interrogés ont affirmé que les ménages ont urgemment besoin des biens de ménages. Il sied aussi de signaler que les biens des ménages n'ont pas été épargnés pendant les incendies des maisons. S'agissant de la problématique liée à l'éducation des enfants, 36% des personnes interrogées font de la scolarité une priorité, cela s'explique par le fait que les enfants viennent de faire plus de 2 ans sans étudier. Selon le directeur de l'EP Dwami dans l'aire de santé de Masiambio, l'école a été complètement détruite, le besoin en éducation est également considéré comme prioritaire sur le plan infrastructure.

En quatrième position, il y a l'accès à la nourriture et à l'eau, l'hygiène et l'assainissement avec un taux de 25% en termes de priorité. Bien que la nourriture occupe la quatrième position en termes de besoin prioritaire, il est important de signaler que le taux de malnutrition est élevé dans le territoire de Kwamouth. Selon les infirmiers titulaires des aires de santé de Botulu, Twa et Masiambio, la paupérisation des populations causée par le déplacement et la perte des moyens de subsistance sont des facteurs conjoncturels qui s'ajoutent aux facteurs structurels pour aggraver la situation nutritionnelle de la zone. L'accès à l'eau potable pose également un problème dans la zone. Dans l'aire de santé de Masiambio, il y a seulement 2 forages pour desservir plus de 3000 personnes. La carence en eau potable est un facteur qui accentue le développement des maladies d'origine hydrique chez les enfants de moins de 5 ans.

## 2. Analyse des besoins sectoriels



### SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS DE SUBSISTANCE

#### a. Problématiques de sécurité alimentaire et moyen d'existence

L'agriculture, principale activité économique, est gravement perturbée par les conflits intercommunautaires. De nombreuses personnes n'ont plus accès à leurs champs et ont perdu leurs bétails rendant difficile l'accès à la nourriture. L'agriculture et l'élevage de petits ruminants étant les activités économiques dominantes dans la zone, la crise a conduit à une diminution du pouvoir d'achat et à l'inaccessibilité aux biens de première nécessité.

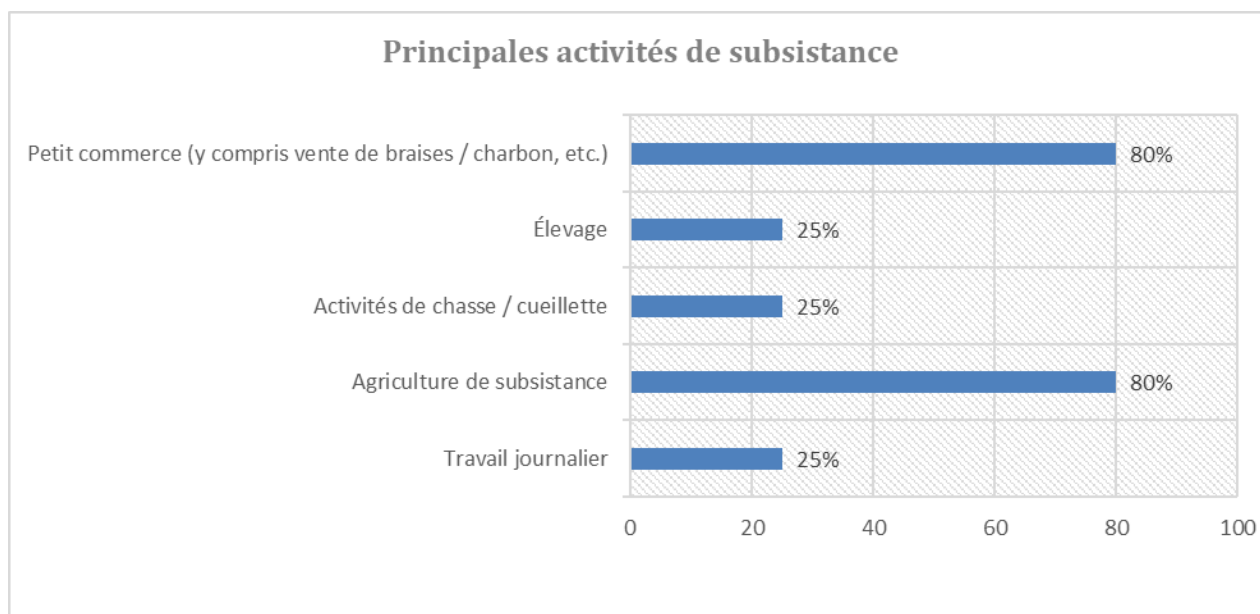
Incapable de cultiver et de commercialiser leurs produits, les populations locales font face à une crise alimentaire et financière sévère. Les moyens de subsistance sont également touchés par :

- Le pillage et l'incendie des biens (moyens de subsistance, stock de nourriture) pendant la crise ;
- L'absence d'emplois rémunérés ;
- La non-fonctionnalité des marchés ;
- La carence en produits alimentaires dans les villages.

Pour survivre, les ménages adoptent des stratégies négatives de survie telles que la réduction du nombre de repas par jour et la consommation d'aliments moins chers et moins nutritifs de plus, les adultes déclarent passer parfois la journée sans manger.

Les taux de malnutrition sont alarmants, surtout chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Selon un rapport de MSF Belgique, la malnutrition aiguë sévère touche 8,6% des enfants de 6 à 59 mois et la malnutrition globale est de 17,1%.

**Tableau 4 : Principaux moyens d'existence pendant l'évaluation**



**Commentaire :**

Avant la crise, plus de 80% de la population de la zone de santé de Kwamouth avait comme principal moyen de subsistance l'agriculture et l'élevage. Pendant cette période de crise, en se basant sur les données du graphique ci-haut, 80% des personnes interrogées ont encore affirmé avoir comme moyen principal de subsistance l'agriculture et le petit commerce. Les ménages cultivent du manioc et du maïs sur de petits lopins de terre près de leurs habitations en raison de l'accès limité aux champs, et le commerce de chikwanges est un moyen de survie. Les autres activités qui ont été citées par 25% des personnes interrogées comme principaux moyens de subsistance, il s'agit notamment, des travaux journaliers, la chasse/cueillette et l'élevage du petit bétail. Les travaux journaliers et la cueillette/chasse constituent le moyen principal de subsistance pour les personnes déplacées. Il est noté que l'ensemble des services de l'état ne sont pas fonctionnels dans les aires de santé évaluées. À cela s'ajoute un faible pourcentage de fonctionnaires avec un salaire mensuel qui ne leur permettait pas de subvenir aux besoins de leurs familles.

**b. Positionnement des acteurs et besoins en sécurité alimentaire non couverts**

Pendant l'évaluation, aucun acteur humanitaire en sécurité alimentaire n'était présent dans les zones ciblées, alors que l'insécurité alimentaire est très élevée, et de nombreuses personnes sont sans assistance humanitaire, aggravant la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes.

Les besoins urgents incluent :

- La distribution de vivres aux ménages ayant des enfants malnutris ;
- La restauration de l'autorité de l'État pour accéder aux champs occupés par des groupes armés ;
- La relance des moyens de subsistance par des programmes économiques et agricoles ;
- La distribution de cash pour renforcer les revenus des ménages.

Les ménages déplacés privés de l'accès à leurs champs, principales sources d'alimentation et de revenu, se voient contraints d'offrir leurs services à la population hôte sous forme de main-d'œuvre pour des travaux champêtres, le transport des biens, la fabrication de briques, et comme aide-maçon, pour une somme dérisoire ou contre un peu de nourriture.

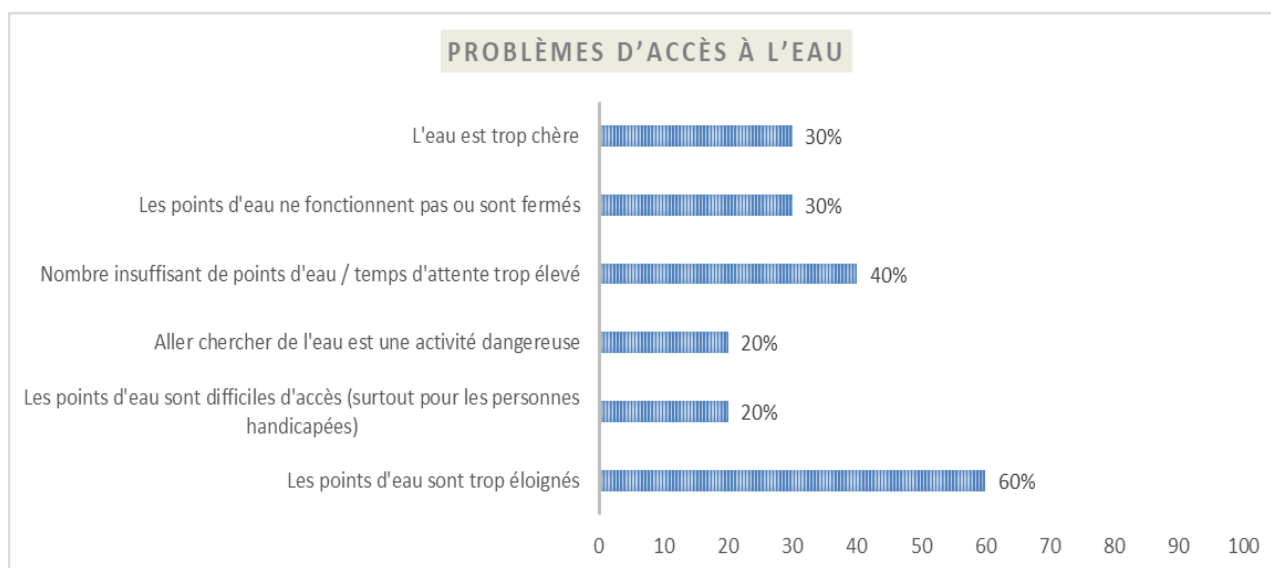
Dans certaines zones d'accueil, les chefs de villages ont autorisé les déplacés à « cultiver » la terre, mais les semences et les outils font souvent défaut. Il nous a été rapporté une certaine collaboration forcée entre les populations et les miliciens, contre le paiement d'un droit de passage valable pour une journée autorisant l'accès des ménages à leurs champs et à la récolte. Des taxis-motos ou propriétaires d'embarcations fluviales ou terrestres acceptent également de payer ce « droit de passage » pour faciliter le transport des produits et biens soutirés par ces miliciens. Des commerçants coopèrent pour approvisionner les miliciens et leurs dépendants en produits de première nécessité.



## EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT

### a. Problématiques liées à l'accès à l'eau

**Tableau 5 : Principaux problèmes d'accès à l'eau**



#### **Commentaire :**

Environ 60% des personnes interrogées pendant les entretiens individuels et dans les groupes de discussion ont affirmé que les populations des aires de santé évaluées doivent parcourir plus de 2 km pour accéder à une source d'eau alors que 40% ont décrié l'insuffisance des points d'eau et le temps trop long dans les files d'attente pour puiser de l'eau. Cette problématique d'accès à l'eau potable est une réalité dans les aires de santé de Masiambio et de Banku où on trouve 2 forages qui ne sont opérationnels que le matin et le soir alors que, le besoin exprimé en eau est au moins 5 fois plus important que la quantité disponible.

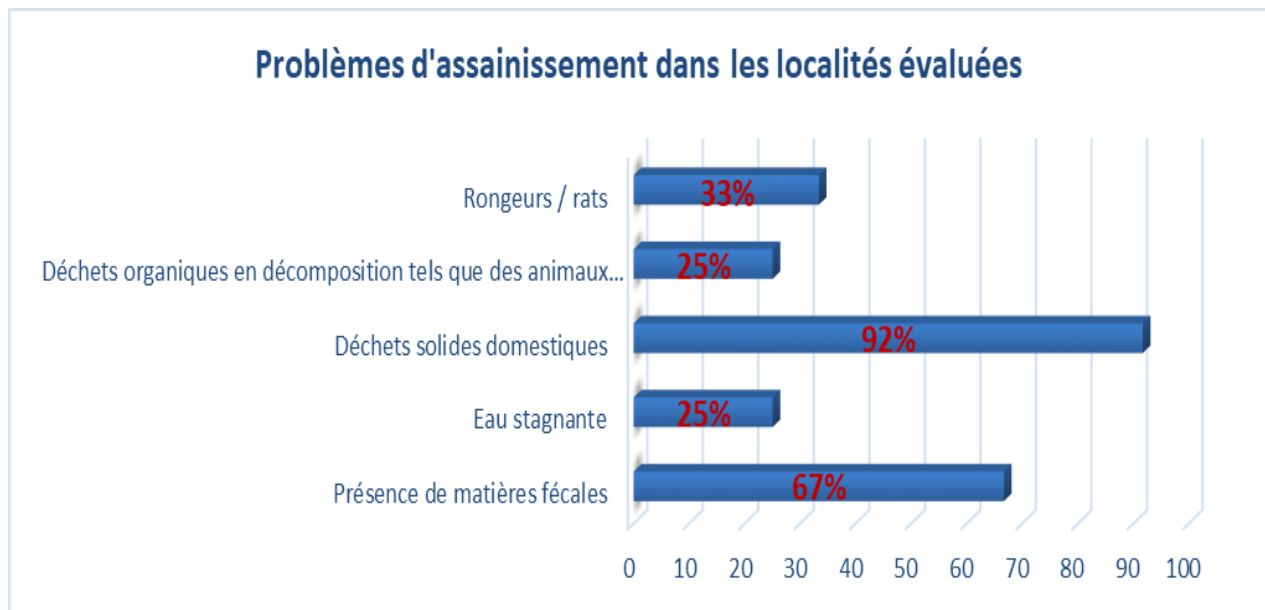
S'agissant de l'appréciation de prix, 30% des personnes affirment que l'eau coûte très cher. Il sied de signaler que pendant les heures de puisage au niveau de forage, le prix d'un bidon d'eau d'une capacité de stockage de 20 litres varie entre 100 à 200 FC. Les familles qui n'en ont pas les moyens utilisent l'eau des rivières.

En plus de ce qui est souligné relatif à la problématique d'accès à l'eau, 20% des personnes interviewées ont affirmé qu'aller chercher de l'eau est une « activité dangereuse ». Cette information a été soutenue par les leaders de la communauté Tékés. Les sources sont dans les fermes contrôlées par les éléments de la milice Mobondo. Les Tékés font souvent l'objet d'attaques quand ils y vont pour chercher de l'eau. Les personnes les

plus impactées par ces différents problèmes d'accès à l'eau sont les personnes handicapées, les vieillards et les malades chroniques. Cette problématique d'accès à l'eau pour les personnes à besoin spécifique a été affirmée par 20% des personnes interrogées.

#### b. Problématiques liées à la promotion de l'hygiène

**Tableau 6 : Le graphique suivant illustre les problèmes majeurs d'assainissement.**



#### **Commentaire :**

92% des personnes interviewées pendant les entretiens et les groupes de discussion ont affirmé que le problème majeur d'assainissement dans leurs villages était la gestion des déchets domestiques. Cette affirmation est corroborée avec notre observation directe. Presque la majorité des parcelles visitées ne possèdent pas de trous à ordures. Les déchets ménagers sont soit jetés dans les caniveaux soit dans les cours.

En deuxième position, il y a la problématique de l'accès aux latrines, 67% des personnes interrogées ont affirmé la présence de matières fécales dans la cour de la parcelle et dans la brousse proche des habitations. Il est noté que les latrines n'ont pas été épargnées pendant les incendies des maisons. Dans les villages où le retour est déjà effectif, 4 ménages sur 10 n'ont pas de latrines dans leurs parcelles les obligeant à aller faire leurs besoins dans les latrines des voisins, ou soit faire leurs besoins dans la brousse. Pour ceux qui en ont, elles ne sont pas hygiéniques et présentent des risques de propagation des maladies.

En troisième position, il y a 33% des personnes interrogées qui ont affirmé la présence des rongeurs et rats dans leurs maisons. En dernière position 25% des personnes ont évoqué la problématique des eaux stagnantes et des déchets organiques en décomposition.

S'agissant de la pratique de lavage des mains, 100 % des personnes interrogées pendant les groupes de discussion ont affirmé que plus de 95% des ménages des aires de santé évaluées ne disposent pas de dispositifs de lavage des mains. Ceci constitue un risque de propagation des maladies des mains sales étant donné que les autres moments favorables pour le lavage des mains ne sont pas pratiques et /ou peu connus par la population.

L'analyse de la problématique de l'accès à l'eau et de la promotion de l'hygiène fait ressortir également des gaps à 2 autres niveaux :

### Au niveau des structures sanitaires

- *Village de Masiambio* : Le village entier bénéficie uniquement d'un forage, de deux latrines, de deux douches, et d'une zone d'élimination des déchets, toutes construites par l'UNICEF.
- *CSR Camp Banku* : Il dispose d'un forage non fonctionnel, de deux latrines, de deux douches, et d'une zone d'élimination des déchets, également construits par l'UNICEF.
- *CS Bukusu* : Les travaux de construction d'un forage, de latrines, de douches, et d'une zone d'élimination des déchets par l'UNICEF sont en cours.
- *Autres Centres de Santé (CS)* : Les autres centres de santé n'ont ni eau, ni latrines, ni douches hygiéniques, et manquent également de zones d'élimination des déchets.

Quelques structures disposent de points de lavage des mains, avec ou sans savon.

### Au niveau communautaire

- *Accès à l'eau potable* : l'accès à l'eau potable reste un défi majeur. Les sources existantes sont non aménagées et éloignées (plus de 2 km). Les matériels de stockage d'eau ne sont pas présents dans les ménages, l'eau étant stockée dans des récipients sans couvercles, exposés à toutes sortes de bactéries.
- *Installations hygiéniques* : les installations hygiéniques laissent à désirer dans plusieurs villages et manquent dans d'autres (plus de 50% des ménages des villages visités).
- *Latrines* : plus de 80% des latrines ne sont pas hygiéniques et sont construites en paille, sans garantir l'intimité des personnes.
- *Hygiène des mains* : la plupart des habitants se lavent les mains sans savon et ne recourent pas aux cendres.



## ABRIS ET ÉTABLISSEMENTS

Les conditions de vie sont très difficiles en termes de logement, car les familles d'accueil n'étaient pas préparées pour accueillir les déplacés. Par conséquent, il y a une forte promiscuité dans les ménages.

En ce qui concerne les personnes qui retournent dans leurs villages, notamment dans les zones de Bokulu/Nkisele, Twa, Masiambio, Camp Banku, Boku, Mutsheto, et Fadiaka, un véritable problème d'accès au logement se pose.

Les villages de ces zones de santé ont été gravement touchés par les incendies, détruisant les maisons et les articles ménagers. Selon l'organisation ACF, environ 2 500 maisons auraient été incendiées dans toute la zone de santé de Kwamouth. Selon le chargé des relations civilo-militaires des FARDC basé à Masiambio, « 1065 de ces maisons se trouvent sur l'axe Nkisele-Masiambio-Twa et l'axe Masiambio-Bandundu ».

Les villages les plus touchés incluant les établissements sont :

- Falio : 2 écoles, 705 maisons des Tékés, 1 centre de santé, 1 église incendiée, et des articles ménagers essentiels (AME) calcinés.
- Kimoma : 70 maisons, 1 centre de santé, 4 cours royales, 2 écoles incendiées, et des AME calcinés.
- Bokusu : 1 école, 120 maisons, 2 églises incendiées, et des AME calcinés.
- Bintono : 20 maisons, 1 église incendiée, et des AME calcinés.
- Bibomgo : 50 maisons, 2 écoles, 1 centre de santé incendiés, et des AME calcinés.
- Nkuré : 2 écoles, 1 centre de santé, 1 église, 100 maisons incendiées, et des AME calcinés.

#### a. Problématique des Articles Ménagers Essentiels (AME)

Les incursions brusques des éléments Mobondo ont fait que plus de 50% de la population n'a pas eu le temps de prendre les articles ménagers lors de leur fuite. Les articles ménagers restés dans les maisons ont été soit calcinés lors des incendies, soit pillés par les FARDC.

Lors de cette évaluation, les défis suivants ont également été observés :

- *Accès au logement des ménages déplacés* : environ 90 % des ménages déplacés vivent dans les familles d'accueil, tandis que d'autres occupent les maisons des déplacés encore à Kinshasa, Bandundu et Kenge.
- *Occupation des maisons à Botulu/Nkisele* : les maisons abandonnées par les Tékés sont occupées par les Yaka. Les Yaka refusent de les céder aux Tékés sans justice, les accusant d'avoir incendié leurs maisons.
- *Incendies des maisons* : environ 40 % des maisons ont été incendiées et détruites sur les axes Nkisele-Masiambio-Twa et Masiambio-Mutshueto.
- *Inconfort des retournés* : environ 70% des retournés ne se sentent pas à l'aise dans leurs maisons. Ceux dont les logements ont été incendiés sont hébergés par d'autres familles ou vivent dans des maisons abandonnées en mauvais état.
- *Accès aux Articles Ménagers Essentiels* : Plus de 80% des ménages retournés et déplacés n'ont pas accès aux articles ménagers essentiels.



## ÉDUCATION

Dans la zone de santé de Kwamouth, le conflit intercommunautaire entre les Tékés et les Yaka n'a pas épargné le secteur de l'éducation. Environ 92 écoles ne sont pas opérationnelles, dont 20 écoles ont été vandalisées et détruites pendant la crise, et certaines occupées.

À titre d'exemple, dans l'aire de santé de Masiambio, 2 écoles primaires (EP Dwami et EP2 Ngampo) ont été occupées successivement par les milices Mobondo, les FARDC et les déplacés. Ces occupations ont eu pour conséquence, l'utilisation comme bois de chauffage de l'ensemble du mobilier de bureau, comme les pupitres. Le matériel didactique et les salles de classe ont été endommagés.

Les problématiques majeures qui ont affecté le secteur de l'éducation sont les suivantes :

- 100% des écoles évaluées sont non fonctionnelles depuis juin 2022 ;
- 90% des enfants en âge scolaire n'ont pas accès à l'éducation ;
- Enrôlement d'enfants dans les milices Mobondo;
- Cas d'abus sexuels de jeunes filles par des éléments des FARDC ;
- Cas de mariages forcés et précoces.

Selon l'adjoint de l'Inspecteur Provincial Éducation, la zone du Kwamouth, sera fortement impactée lors de la prochaine rentrée scolaire étant donné que les infrastructures scolaires ont été endommagées.



## PROTECTION FROM VIOLENCE

### a. Violations des Droits Humains et incidents de protection à Kwamouth

Pendant la crise dans la zone de santé de Kwamouth, plusieurs cas de violations des droits humains ont été signalés. Les plus notables sont présentés dans la partie contexte humanitaire de ce rapport.

Lors de l'évaluation, plusieurs incidents de protection importants ont également été identifiés :

- *Violences sexuelles* : cinq cas de violence sexuelle ont été signalés à Masiambio, impliquant des éléments des FARDC identifiés comme auteurs présumés.
- *Enrôlement d'enfants* : il a été rapporté que la milice Mobondo enrôlerait des enfants dans la localité de Mutshueto.
- *Enlèvement et meurtre* : deux jeunes Tékés ont été enlevés et tués, la milice Mobondo aurait été citée comme auteurs.
- *Commerce et moyens de subsistance* : le chef de la localité de Mutshueto a rapporté que les FARDC empêchent les commerçants de s'arrêter dans les villages Yakas tant qu'ils n'ont pas remis leurs

armes. Cela représente un défi, en cas de refus des commerçants d'accéder à ces villages et acheter aux villageois leurs productions, ce qui leur permettrait d'acheter en retour des biens de première nécessité comme le sel et le savon.

- *Assassinat d'un militaire* : un militaire en tenue civile a été assassiné sur la route de Nkisele.

#### **b. Risques de protection identifiés**

Pendant l'évaluation, plusieurs risques de protection avec un niveau élevé ont été identifiés :

- *Meurtres de civils* : les civils sont tués dans les fermes et champs par les milices, ce qui constitue un risque de protection ;
- *Affrontements potentiels FARDC /Mobondo* : dans l'éventualité que les pourparlers de paix ne mènent pas à une paix durable, les affrontements pourraient s'intensifier.

De plus, les communautés locales ne s'estiment pas impliquées dans le processus de paix afin de favoriser une paix plus durable (Ex : le village Bukusu).

#### **• Actions de rapprochement et de cohabitation pacifique**

Quelques actions de rapprochement communautaire ont été observées dans deux villages : Etumba na Ngwaka et Masiambio. Les deux communautés, bien qu'antagonistes, participent ensemble à des activités de chasse, de pêche et de culture. Ce modèle de cohabitation pourrait servir d'exemple pour renforcer la cohésion intercommunautaire dans d'autres villages.

#### **• Projets de Gouvernance Inclusive et Recommandations**

L'extension du projet axé sur le renforcement de la gouvernance inclusive de la paix dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Mai-Ndombe est également notée. Ce projet, mis en œuvre par le consortium INTERPEACE-CARITAS-ILC, ciblait initialement le territoire de Yumbi. Cependant, à cause des violences à Kwamouth, une étude de type « recherche-action participative » (RAP) sur la dynamique du conflit à Kwamouth a été réalisée par les partenaires, les recommandations suivantes avaient été formulées :

- *Mise à l'échelle de l'approche NEXUS* : appliquer l'approche NEXUS de Kasai à Kwamouth.
- *Mécanismes de médiation* : mettre en place des mécanismes de médiation des conflits fonciers.
- *Commission de règlement des conflits coutumiers* : rendre opérationnelle la commission de règlement des conflits coutumiers.
- *Gouvernance sécuritaire* : soutenir la gouvernance sécuritaire, y compris la restauration de l'autorité de l'État.



### **LOGEMENTS, TERRES ET PROPRIÉTÉ (LTP)**

L'accès au logement, à la terre et à la propriété représente l'une des raisons majeures à l'origine des conflits armés et des déplacements de population dans le territoire de Kwamouth. L'accès à la terre est également un enjeu majeur dans la recherche de solutions durables.

La crise de Kwamouth a entraîné des violations graves des droits humains commises soit par les groupes armés assimilés, soit par les éléments de force de sécurité, soit par les communautés elles-mêmes en guise de représailles notamment, les meurtres, les expulsions forcées, les attaques contre les biens et le bétail, l'accès limité aux services de base et la destruction ou le pillage des infrastructures.

Les données de l'évaluation ont permis de mettre en exergue les informations liées à la gouvernance foncière dans le territoire de Kwamouth, la typologie des conflits LTP et les besoins prioritaires en LTP dans la zone.



### a. Les mécanismes de gouvernance foncière

Les chefs terriens accordent les droits d'occupation à d'autres personnes dont les autres communautés, notamment les Yaka, appelés à demeurer indéfiniment des locataires des terres. Cette modalité, quand bien même acceptée, depuis l'accession du pays à l'indépendance, par les deux communautés est aujourd'hui remise en cause par les Yaka.

Sur l'axe évalué dans le territoire de Kwamouth, on y trouve des terres concédées sous forme de concession et des terres coutumières. Ce sont ces terres qui font l'objet des conflits et sont la cause même de la crise dite de "Kwamouth". Depuis juin 2022, comme susmentionné dans la section de l'introduction, les violences ont été provoquées par des litiges fonciers autour de l'occupation des terres et de la hausse des redevances coutumières, opposant les Tékés et les Yaka. En effet, les Tékés se considèrent comme les ayants droit des terres, et avaient à eux seuls, le monopole de la gestion des terres.

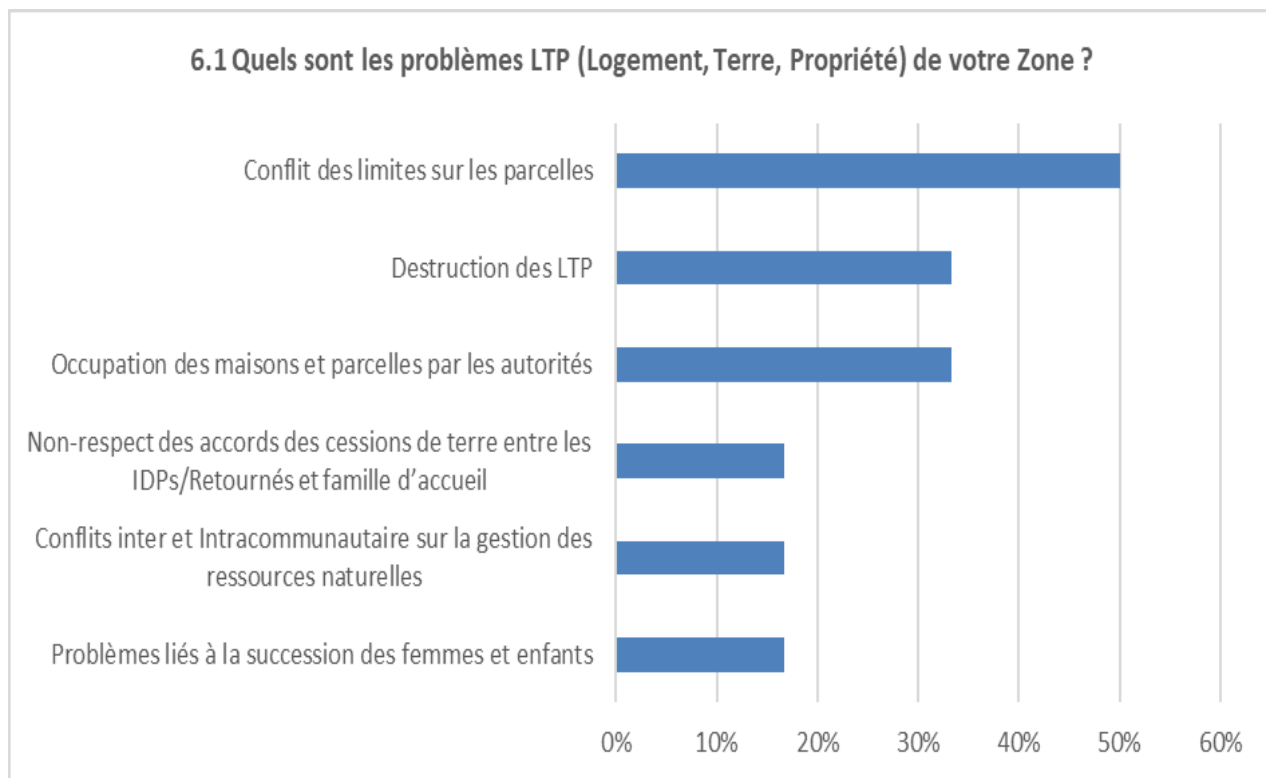
Le levier de motivation chez les Yaka est l'application de la loi en matière de gestion foncière et non plus des pratiques coutumières. Cette situation risque de perpétuer la crise au regard :

- Des occupations secondaires : 10 villages jadis, habités essentiellement par la communauté Téké, sont actuellement habités par les Yaka. Il s'agit des villages ci-après : Engweme, Masiambe, Salongo, Shomaku, Mucheto, Mapando, Longhistoire, Mibe, Bethanie, Bukusu et Etumba na ngwaka. Les maisons et les champs sont occupés par les communautés Yaka qui se sont mises à installer des nouvelles autorités locales.
- Des cas de perte de documents ; outre les documents fonciers, les personnes déplacées ont également perdu leurs documents civils, et d'identité juridique. En effet, cette situation a été évoquée dans presque tous les villages, et concerne aussi bien les adultes que les enfants dont certains n'ont jamais été déclarés à l'état civil.

En outre, la procédure d'accès aux terres varie également, selon qu'il s'agit d'une parcelle à destination résidentielle ou à destination agricole. Dans les deux cas, l'accès à la terre est fait à travers le "Mfumu", chef terrien communautaire à qui la demande doit être adressée. Celui-ci octroie le droit de jouissance et non de propriété sur des terres agropastorales.

## b. Typologie des problèmes LTP

**Tableau 7 : Problèmes LTP**

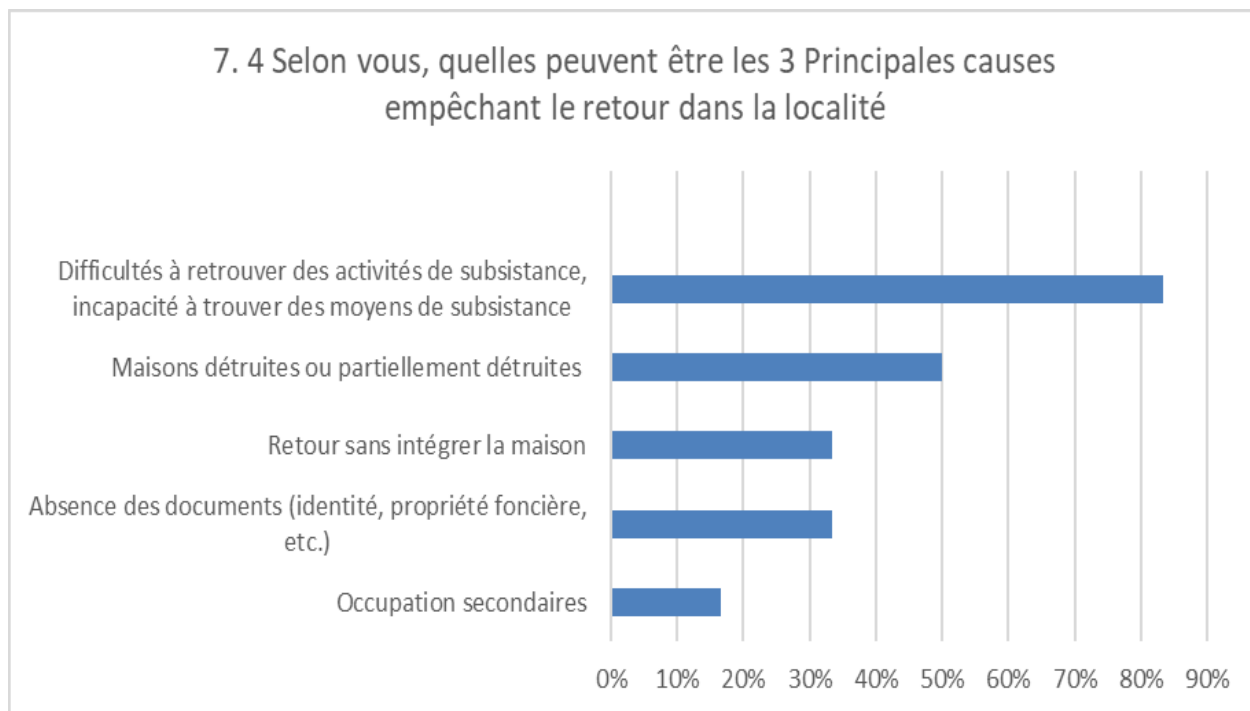


### **Commentaire :**

Le graphique ci-dessus relève que ce sont les cas de destruction des biens (40%), d'occupation de maisons et de parcelles (40%) et les problèmes des limites des parcelles (50%) qui viennent respectivement en première et deuxième position. Ces cas viennent en tête pour la simple raison qu'avec les violences intercommunautaires suivi du déplacement massif des populations, la destruction des biens et habitations a été observée chez toutes les communautés dans le cadre des représailles. Les limites des parcelles et des champs se sont effacées du fait de l'absence prolongée sur les lieux des populations déplacées. Il est noté que pour délimiter ces parcelles/ champs, les propriétaires ne recouraient pas aux bétons en mortiers armés, mais aux signaux traditionnels comme le piquage en stick d'arbres, ou des trous, etc.

### **C. Les besoins prioritaires en LTP**

En lien avec la situation de retour, les besoins de protection LTP en plus des problèmes LTP susmentionnés, ont également été relevés lors des entretiens réalisés. Parmi les obstacles liés aux retours, l'accès aux LTP reste toujours essentiel.

**Tableau 8 : Causes empêchant le retour dans la localité**

Les résultats renseignent que parmi les personnes interviewées, les obstacles limitant leur retour dans la zone de Kwamouth sont pour :

- 83% des difficultés à retrouver des activités de subsistance ;
- 50% la destruction totale ou partielle de leurs maisons ;
- 33% le non-accès à leurs maisons occupées ;
- 33% l'absence de documents de preuve de propriété, ou de documents d'identité facilitant leur libre circulation ;
- 18% les occupations secondaires de leurs maisons à la suite de leur déplacement forcé.

## Conclusions et recommandations

Selon le HRP 2024, la province du Maï-Ndombe est confrontée à des besoins élevés en raison de chocs récents tels que les conflits et les catastrophes naturelles, entraînant notamment de nombreux déplacements de population.

Les réponses d'urgence et les approches humanitaires doivent inclure, dès que la situation le permet et que les opportunités se présentent, des efforts en termes de NEXUS\_HDP (Humanitaire, Développement, Paix), y compris des solutions durables telles que le retour, l'intégration locale et la relocalisation pour les personnes déplacées internes, ainsi que le renforcement de leur résilience. Cependant, l'accès à la réponse humanitaire reste un défi majeur en raison des contraintes sécuritaires, physiques et administratives.

Ces contraintes affectent non seulement l'accès aux personnes dans le besoin (y compris le mouvement des biens et du personnel), mais également, l'accès des personnes affectées aux services de base, souvent impossible dans certaines zones en raison des conditions sécuritaires ou de l'absence de services disponibles. En RDC, les provinces les plus impactées par ces contraintes d'accès sont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et le Maï-Ndombe. Les populations dans ces provinces restent confrontées à de

nombreuses violations de leurs droits. Dans la province du Maï-Ndombe singulièrement, les incidents de protection liés aux LTP se sont accentués avec pour conséquence, l'aggravation de la situation de crise et de la vulnérabilité des populations.

### **1. Recommandations programmatiques**

Pour répondre à ces défis, les recommandations programmatiques ci-après sont énoncées :

- Renforcer le plaidoyer auprès des autorités locales et provinciales pour l'accès sécurisé des PDI au logement et à la terre.
- Encourager les acteurs humanitaires à prendre en compte dans leurs interventions en lien avec les LTP, la sécurité d'occupation des participants et les vérifications foncières.
- Faire le plaidoyer auprès du gouvernement pour la réouverture des écoles et le soutien à la reconstruction des salles de classe endommagées, ainsi que la dotation en matériels didactiques et en mobilier de bureau.
- Faire le plaidoyer auprès du gouvernement pour la révision de la configuration de la commission de paix afin qu'elle soit inclusive et participative à la base.
- Renforcer les capacités des acteurs sur la cohabitation pacifique, les principes directeurs relatifs aux personnes déplacées internes.
- Aux acteurs humanitaires et aux autorités locales : soutenir la mise en œuvre de programmes de cohésion sociale permettant aux communautés Yaka et Téké d'identifier ensemble des projets d'intérêt communautaire, facteur majeur de réconciliation.
- Aux acteurs humanitaires : apporter une réponse de première et de secondes lignes aux ménages déplacés pour la construction d'abris et en AME, et d'appui aux moyens de subsistance des ménages (la distribution de cash pour couvrir les besoins alimentaires d'urgence pendant trois mois avant la première récolte est essentielle).

Il est crucial que la communauté humanitaire vienne en soutien et que des mesures à long terme soient mises en œuvre pour assurer la paix et la stabilité dans la région. Ainsi, la résolution durable de ces conflits passe par une réforme foncière inclusive et la promotion de la réconciliation entre les Téké et les Yaka.



CONSEIL NORVÉGIEN  
POUR LES RÉFUGIÉS



GT Logement, Terre et Propriété  
République Démocratique du Congo